

BULLETIN D'INFORMATION

L'ORGANISATION INDÉPENDANTE DES AFFAIRES INTERNATIONALES ACCUEILLE 354 STAGIAIRES MASCULINS ET FÉMININS

Dans le contexte de l'autonomisation des jeunes, de la création d'emplois et de l'autonomisation économique des jeunes, des femmes et des réfugiés, l'Institut Indépendant des Affaires Internationales a organisé 11 sessions de formation au cours des mois de janvier et février, avec la participation de 354 stagiaires, hommes et femmes confondus.

Ces sessions de formation font partie du Programme d'Ateliers lancé par l'institut pour lutter contre la migration illégale, qui est prévu de se poursuivre pendant le mois de mars à venir. Les formations ont été diversifiées au cours des mois de janvier et février, divisées en trois parties : la première axée sur le développement personnel et l'amélioration de soi, suivie de formations sur des ateliers professionnels, qui ont varié entre les industries du cuir, l'art de la broderie et l'utilisation des aiguilles à punch. Enfin, la troisième étape a porté sur le e-marketing, l'entrepreneuriat, la manière de mener des études de faisabilité pour des projets, et l'élaboration de plans pour le succès des projets, ainsi que la création de programmes marketing pour leurs produits afin d'assurer la pérennité de leur travail.

L'objectif de Warsha est de lutter contre la migration illégale en changeant la vie des stagiaires participants en créant des opportunités d'emploi alternatives, en les encourageant à créer de petites entreprises, et en les autonomisant économiquement par la suite. Le programme a été initialement lancé au Caire lors de ses première et deuxième sessions, avec des plans pour étendre ses activités à d'autres gouvernorats. Les sessions ont été largement fréquentées par des filles, des femmes, des hommes, et un certain nombre de réfugiés soudanais, durant 140 heures en janvier et 115 heures de formation supplémentaires en février.

Dr Basma Fouad, la Présidente du Conseil d'Administration de l'institut, a déclaré que le Programme d'Ateliers est un programme de formation interactif visant à lutter contre la migration illégale en développant des compétences personnelles et en créant des opportunités d'emploi alternatives. Elle a ajouté que, durant les mois de janvier et février, ils ont organisé des formations auxquelles 354 hommes et femmes d'Égypte et du Soudan ont participé, en soulignant que le programme de formation cible divers artisanats, permettant aux participants de fournir une source de revenus stable, tels que la fabrication du cuir et l'art de la broderie, après avoir amélioré leurs compétences et leur développement personnel pour gérer et commercialiser leurs entreprises électroniquement.

Fouad a annoncé l'expansion du Programme d'Ateliers dans différents gouvernorats égyptiens dans les mois à venir.



L'EUROPE COMMENCE À PROTÉGER SES FRONTIÈRES AVEC DES "AVIONS"

Le Royaume-Uni a annoncé son intention de signer un accord avec l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes "Frontex" pour collaborer dans la lutte contre la migration illégale.

L'accord est prévu d'être signé demain, vendredi, comme l'a annoncé le ministère de l'Intérieur britannique. L'accord stipule l'échange d'informations de renseignement entre "Frontex" et la Border Force britannique pour aider à combattre les réseaux de trafic humain. De plus, il prévoit une coopération dans le développement de nouvelles technologies telles que l'utilisation de drones pour protéger les frontières.

Le directeur général de la Border Force britannique, Phil Douglas, et le directeur exécutif de "Frontex", Fabrice Leggeri, devraient signer officiellement l'accord à Londres.

Cela intervient alors que le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, a réaffirmé la priorité de son gouvernement de mettre un terme à la migration illégale à travers la Manche.

Le ministre de l'Intérieur britannique, James Cleverly, considère les crimes d'immigration organisée et le trafic humain comme des défis mondiaux nécessitant des solutions et des ambitions partagées. Il souligne que les accords de travail entre le Royaume-Uni et Frontex constituent une étape cruciale et historique dans la lutte contre la migration illégale, la sécurisation des frontières et l'arrêt des bateaux.

Le ministère de l'Intérieur britannique a travaillé à réduire d'un tiers les traversées en petites embarcations dans la Manche l'année dernière, ce qui a entraîné une diminution du nombre de migrants malgré une augmentation dans les pays de l'UE.

L'accord entre le Royaume-Uni et l'Union européenne prévoit un moyen d'échanger des informations de renseignement, avec un engagement à une coopération étroite pour lutter contre les crimes d'immigration organisée et sécuriser les frontières contre la migration illégale, que ce soit dans la Manche, le long des frontières de l'UE ou au-delà.



TUNISIA: ORGANIZERS OF "ILLEGAL MIGRATION" OPERATIONS APPREHENDED



The Tunisian National Guard announced the arrest of 5 individuals involved in organizing illegal migration operations in the city of Jebeniana in the Sfax Governorate on Thursday.

An official statement stated that a joint patrol succeeded in apprehending 5 individuals involved in illegal migration operations, and their involvement in networks specialized in manufacturing iron boats used in these operations was confirmed. They have been referred to the public prosecutor's office to take legal action against the suspects.

Italie : Commémoration de 94 migrants ressuscités un an après le naufrage de leur navire.



Les survivants et les proches des victimes d'un tragique naufrage au large de la côte sud de l'Italie, qui a coûté la vie à 94 migrants, dont 35 mineurs, ont commémoré l'incident pour demander justice.

Le mémorial en l'honneur des victimes de la migration illégale a eu lieu un an après le naufrage du navire près des côtes italiennes. Les habitants ont souligné qu'un an s'était écoulé depuis le massacre, mais que la vérité sur le naufrage du navire, dont les victimes étaient originaires de pays du Moyen-Orient et d'Asie du Sud, n'avait pas été établie.

Le bateau en bois, nommé "Samar Love", est parti de Turquie le 26 février 2023, transportant 200 migrants. Cependant, alors qu'ils approchaient de la côte de Calabre, en Italie, leur bateau a coulé en tentant d'accoster sur la plage près de la station balnéaire côtière de Sticcati di Cotrone. Seuls 80 migrants ont survécu, tandis que 94 ont péri et d'autres ont disparu, dont des enfants et des femmes.

Il est à noter que 400 associations ont exhorté le gouvernement italien à enquêter sur le naufrage, qui est l'un des incidents de naufrage les plus meurtriers au large de la côte italienne. Cependant, le Premier ministre italien, Georgia Meloni, a publié un décret introduisant un nouveau crime - le trafic de migrants entraînant la mort de migrants - passible de jusqu'à 30 ans de prison. Elle a promis d'intensifier les efforts contre la migration illégale.

LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR SAOUDIEN ANNONCE L'ARRESTATION DE PLUS DE 18 000 EXPATRIÉS EN L'ESPACE D'UNE SEMAINE

Le Royaume d'Arabie saoudite a été le témoin de vastes campagnes de terrain conjointes pour surveiller et appréhender les contrevenants aux réglementations sur la résidence, le travail et la sécurité des frontières dans toutes les régions du royaume.

Ces efforts ont abouti à l'arrestation de 19 431 contrevenants, qui ont été trouvés en infraction avec les réglementations sur la résidence, la sécurité des frontières et le travail, reflétant la fermeté et la détermination en matière d'application de la loi et de protection des frontières de l'État.

Les nationalités des personnes appréhendées lors de tentatives de franchissement illégal des frontières étaient variées, la majorité étant originaire du Yémen et d'Éthiopie. Cela met en évidence les défis de la migration illégale auxquels le royaume est confronté et la nécessité urgente d'intensifier les efforts de sécurité pour faire face à ce phénomène.

Le ministère de l'Intérieur a souligné les peines encourues par quiconque facilite ou soutient les contrevenants aux réglementations, précisant que toute assistance aux contrevenants ne restera pas impunie. Les peines comprennent des peines d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 15 ans et des amendes substantielles, renforçant le système de dissuasion légale contre la migration illégale et la couverture des contrevenants.



L'ANNÉE 2023 A ÉTÉ LA PLUS MEURTRIÈRE EN MÉDITERRANÉE CENTRALE DEPUIS 2017

Vingt-deux organisations humanitaires travaillant dans le domaine de la migration illégale ont déclaré que l'année 2023 a été la plus meurtrière en Méditerranée centrale depuis 2017, avec 2 500 personnes noyées ou disparues au cours de cette période.

Les organisations humanitaires européennes ont mis en garde contre l'augmentation du nombre de décès au cours de l'année en cours et ont accusé le gouvernement italien d'aggraver la catastrophe humanitaire sur la route migratoire la plus meurtrière au monde. Elles ont affirmé que le gouvernement entravait les activités des organisations non gouvernementales de recherche et de sauvetage au lieu de renforcer les capacités de secours.

Vingt-deux organisations non gouvernementales impliquées dans les missions de sauvetage en mer ont publié une déclaration pour attirer l'attention sur les conditions de plus en plus dégradées des migrants. Elles ont appelé l'Union européenne et ses États membres à respecter le droit maritime international et les droits de l'homme et à cesser d'entraver le travail des navires de sauvetage en mer Méditerranée.



LA MIGRATION INTERNATIONALE LANCE SON PLAN DE DÉVELOPPEMENT EN 2024 ET CONFIRME : 2,2 MILLIONS DE MIGRANTS ONT BESOIN D'UNE ASSISTANCE HUMANITAIRE.



L'Organisation internationale pour les migrations a déclaré que 2,2 millions de migrants dans plusieurs pays ont besoin d'une assistance humanitaire. Les estimations initiales indiquent que ces aides nécessitent 112,2 millions de dollars à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya, en Somalie, en République-Unie de Tanzanie et au Yémen. Cela est mentionné dans un rapport intitulé "Plan régional de réponse aux migrants 2024", publié par l'organisation. Le plan vise à répondre aux besoins humanitaires et aux besoins urgents de protection des migrants et des communautés d'accueil le long des routes migratoires orientales et méridionales du continent africain vers le Yémen et l'Afrique australe.

Le plan, coordonné par l'Organisation internationale pour les migrations et lancé par 48 organisations, vise à fournir une réponse équilibrée combinant une assistance immédiate pour sauver des vies avec des mesures de développement à long terme pour aborder les facteurs de migration.

Le rapport a souligné que le Soudan représente la plus grande crise de déplacement au monde, malgré le problème de déplacement en cours depuis 20 ans, enraciné dans le conflit du Darfour qui a débuté en 2003. Cependant, le conflit actuel qui a éclaté en avril 2023 a radicalement remodelé les dynamiques du déplacement.

Le Parlement albanais approuve l'accueil des « migrants illégaux en Italie »

Le Parlement albanais a approuvé jeudi l'accord entre le gouvernement albanais et le gouvernement italien concernant l'accueil de deux centres d'accueil pour les migrants secourus dans les eaux italiennes. L'accord a obtenu le soutien de 77 députés sur un total de 140 parlementaires, l'opposition ayant boycotté le processus de vote. Le Premier ministre Edi Rama a déclaré : "L'Albanie se tient aux côtés de l'Italie en choisissant d'agir en tant qu'État membre de l'Union européenne, affirmant que Tirana aide à affronter un danger qui dépasse les divisions, et que l'Europe doit y faire face de manière uniforme en tant que famille intégrée." Cependant, l'opposition estime que l'accord sur la migration porte atteinte à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale et à l'intérêt public. L'accord prévoit la construction de deux centres près du port albanais de Shëngjin, gérés par le gouvernement italien et pouvant accueillir 3000 migrants. Les demandes d'asile seront enregistrées, et une installation dans les environs hébergera ceux attendant une réponse à leurs demandes. L'approbation du Parlement est intervenue quelques semaines après le vote en faveur de l'accord par les députés italiens, avec le soutien de la Chambre des députés par une majorité de 155 voix pour, 115 contre et deux abstentions. L'Italie devrait financer les coûts de construction des deux centres et des installations nécessaires, ainsi que couvrir les dépenses liées à la sécurité et aux soins de santé des demandeurs d'asile, selon les autorités albanaises.



INTERPOL A DÉMANTELÉ UN RÉSEAU INTERNATIONAL IMPLIQUÉ DANS LE TRAFIC DE MIGRANTS

Interpol a annoncé le démantèlement de l'un des plus grands réseaux impliqués dans le trafic de migrants à travers la Manche, avec l'arrestation de 19 individus en Allemagne, dont le chef du réseau et quatre coordinateurs clés.

Cette opération a été menée en coopération avec les forces de police allemandes, françaises et belges. L'agence européenne chargée de l'application de la loi, Interpol, a déclaré que l'enquête était axée sur un réseau kurde irakien soupçonné de faire passer des migrants du Moyen-Orient et de l'Afrique de l'Est de la France au Royaume-Uni à l'aide de bateaux pneumatiques de mauvaise qualité.

Les enquêtes ont débuté fin 2022 après la surveillance de l'achat, du stockage et du transport des bateaux pneumatiques utilisés plus tard pour le trafic de migrants depuis les côtes près de la ville française de Calais jusqu'en Grande-Bretagne.

Interpol a révélé que chaque bateau transportait 50 migrants, alors que sa capacité n'était que de 10 personnes, et que les migrants étaient facturés entre un et trois mille euros (1 081 à 3 242 dollars) chacun.



ÉGYPTE : UN RAPPORT DE JOURNALISME D'INVESTIGATION RÉVÈLE DES COURTIERS QUI FONT PASSER CLANDESTINEMENT DES JOUEURS EN TURQUIE

Le journal Al-Youm Al-Sabea a publié une enquête intitulée "Les courtiers de la perte", qui raconte l'histoire du trafic d'enfants passionnés de sport vers l'Europe à travers des réseaux mafieux de trafic humain.

L'enquête s'est concentrée sur le recrutement d'enfants amateurs de football, les attirant avec des rêves de célébrité internationale, pour finalement devenir les victimes de trafiquants. Leurs aspirations se sont transformées en "lavage de vaisselle, travaux de construction et nettoyage".

L'enquête a révélé comment les footballeurs sont devenus victimes d'arnaques impliquant de faux contrats professionnels dans des clubs turcs, souffrant de contrats monopolistiques qui ne leur garantissent pas "leur pain quotidien" et les empêchent de retourner en Égypte, les contraignant à des conditions de vie inhumaines où dix joueurs partagent une seule chambre. En conséquence, ils sont contraints de fuir et de se livrer à un travail illégal dans des restaurants et des magasins.

De plus, l'enquête a abordé la question des joueurs égyptiens en fuite, en particulier ceux qui ont participé aux Jeux olympiques, soulevant des questions sur le fait que l'Égypte est ciblée pour drainer ses talents, surtout avec certains d'entre eux représentant des pays vers lesquels ils ont fui après avoir acquis leur citoyenneté.

L'enquête a également expliqué les exceptions spéciales pour les transferts internationaux de joueurs, ainsi que l'article 6 de la loi n° 82 de 2016, qui traite de la lutte contre la migration illégale et le trafic de migrants.

En outre, l'enquête a présenté un résumé d'une étude publiée par la revue scientifique de recherche appliquée dans le domaine sportif, sous l'égide du ministère de la Jeunesse et des Sports, concernant le phénomène de la fuite des joueurs et de la naturalisation des athlètes égyptiens. L'étude a reconnu que la fuite des joueurs égyptiens a atteint 42 athlètes récemment.

L'enquête a attribué l'émergence du phénomène de naturalisation des athlètes égyptiens à la négligence et au manque d'attention des médias envers certains sports individuels. Elle a noté que certains sports individuels manquent de capacités financières pour dépenser pour les champions, les rendant susceptibles de jouer sous le nom de n'importe quel autre pays, que ce soit par naturalisation ou acquisition de citoyenneté. Les tentations financières offertes par d'autres pays aux champions sportifs sont importantes, associées aux ressources financières limitées de certaines fédérations pour fournir des soins de santé aux athlètes blessés.

LIBYE : DÉPORTATION DE 75 MIGRANTS ÉGYPTIENS



Libye : Déportation de 95 migrants vers l'Égypte et le Pakistan

Le Département de Lutte contre l'Immigration Illégale en Libye a annoncé la déportation de 95 migrants vers l'Égypte et le Pakistan. Jeudi dernier, 75 migrants irréguliers de nationalité égyptienne ont été déportés via le poste frontalier terrestre d'Asmida.

Le Département de Lutte contre l'Immigration Illégale a déclaré que 20 migrants irréguliers de nationalité pakistanaise ont été déportés vers le centre d'hébergement de Qanfouda, en préparation de leur déportation via l'aéroport international de Benina à Benghazi.

L'Organisation Internationale pour les Migrations avait précédemment signalé le sauvetage et le rapatriement de 442 migrants vers la Libye au cours des premiers jours de février, portant le nombre total de migrants irréguliers rapatriés à 1004 depuis le début de l'année.

Parmi les migrants rapatriés, il y avait 68 femmes et 25 enfants secourus au large de la côte ouest de la Libye. Le nombre total de migrants interceptés et renvoyés en Libye a atteint 1004, dont 31 enfants, tandis que 17 190 migrants ont été secourus en 2023, avec 962 décès enregistrés et 1536 cas de disparition l'année dernière.



DANS UN RAPPORT DE RECHERCHE : LA MAJORITÉ DES AMÉRICAINS SOUTIENNENT LA CONSTRUCTION D'UNE BARRIÈRE ENTRE L'AMÉRIQUE ET LE MEXIQUE

Dans un rapport de recherche, l'Université de Monmouth a révélé que la majorité des Américains sont désormais favorables à la construction d'un mur le long de la frontière entre les États-Unis et le Mexique. Le sondage révèle que 61 % des Américains déclarent que l'immigration illégale est un « problème très grave » avant les élections de 2024, et 61 % des Américains estiment que les migrants demandant l'asile à la frontière devraient être forcés de rester au Mexique pendant que leurs demandes sont traitées, tandis que seulement 35 % estiment qu'ils devraient être autorisés à entrer aux États-Unis en attendant. L'enquête révèle que 53 % des personnes interrogées soutiennent la construction du mur à la frontière sud, tandis que seulement 46 % s'y opposent. Les politiciens considèrent que c'est la première fois qu'une majorité d'Américains soutiennent le mur frontalier depuis que l'Université de Monmouth a commencé à mener un sondage sur la question en 2015.

Il convient de mentionner que 7,2 millions d'immigrants illégaux sont entrés aux États-Unis sous l'administration Biden, un nombre dépassant la population de 36 États. Monmouth a mené son enquête par téléphone, interrogeant 902 adultes américains du 9 au 12 février.

Dans un contexte similaire, une autre enquête réalisée par Gallup a montré que 55 % des Américains estiment qu'un grand nombre d'immigrés entrant illégalement aux États-Unis constituent une menace sérieuse pour les intérêts du pays, contre 50 % en 2004. Selon un rapport du Bureau du budget du Congrès, un organisme non partisan, des taux d'immigration élevés pourraient contribuer à compenser les effets du ralentissement des taux de natalité aux États-Unis. Le rapport indique que la croissance du produit intérieur brut (PIB) en 2023 a été plus rapide que prévu, en partie parce que l'immigration a entraîné une augmentation de la main-d'œuvre. Le Congressional Budget Office s'attend à ce que la main-d'œuvre augmente de 5,2 millions de travailleurs d'ici 2033, en grande partie grâce à l'immigration, ajoutant 7 000 milliards de dollars à la production économique américaine.

